

Cultiver en

Il existe mille et une façons de participer à l'agriculture urbaine, les mains dans le cambouis. Cultiver en ville suscite de nombreux débats et sous-tend des enjeux sociaux et politiques qui concerneront d'ici quelques décennies les trois quarts de la planète.

Un bac suspendu au balcon pour savourer le goût et la satisfaction d'aromates cultivés soi-même. Une parcelle individuelle dans un jardin collectif histoire de produire ses propres légumes. Un jardin partagé afin de rencontrer ses voisins et de pratiquer ensemble l'autogestion. Un potager à l'école pour apprendre autrement, un autre dans une association de jeunesse pour se reconnecter à la terre. Un jardin d'insertion socio-professionnelle pour susciter des métiers ou émanciper. Un champ dans ou à proximité de la ville pour que des maraîchers professionnels puissent produire de quoi nourrir les citadins et renouer des liens avec eux.

Au milieu du béton

Indéniablement, ce visage multi-facettes de la culture en ville contribue à (sauve)garder un peu de verdure au milieu du béton. Si c'est fait dans le respect de l'environnement, cultiver en ville permet évidemment de maintenir et favoriser une biodiversité riche et précieuse, mais aussi de recycler sur place les déchets organiques via des composts individuels ou collectifs. Toute forme de végétation présente au sol, sur les toits, les terrasses ou encore les surfaces verticales a aussi des effets bénéfiques sur la régulation du climat, du cycle de l'eau et de la qualité de l'air dans les villes.¹ Sans compter que la proximité d'une agriculture urbaine ou péri-urbaine réduit considérablement les transports d'une partie des produits consommés par les citadins.

Maintenir ou favoriser la « culture en ville », c'est aussi contribuer au bien-être des citadins, souvent déconnectés de la nature. « *Le dénominateur commun, toutes strates*

sociales confondues, c'est un besoin de retour à la nature », explique José Veys de l'asbl Les Jardins de Pomone. Annick Marchal, de l'asbl Espace Environnement, abonde dans ce sens : « *La terre c'est quelque chose d'apaisant. Chacun peut y trouver son compte. C'est une activité qui est presque universelle, mais à laquelle il faut redonner sa place car il y a quand même une certaine appréhension.* »

Semer, planter et tous ces gestes liés au travail de la terre ont été perdus ces dernières décennies et, plus encore, en milieu urbain. « *Parallèlement à la possibilité de s'approvisionner en tout et tout le temps en grandes surfaces, il y a eu une perte d'intérêt pour le potager*, poursuit Annick Marchal. *Ce trou d'une génération et demie dans la culture, il faut le combler. Il faut recréer cet intérêt naturel duquel on s'est éloigné avec le temps.* » Mais l'effet de mode autour des jardins partagés et de l'alimentation saine ces dernières années laisse entrevoir un possible retour à la terre. « *Ça devient branché d'apporter une salade qu'on a cultivée plutôt que des fraises hors saison, qui étaient pourtant encore très tendance il y a quelques années.* »

Accès à la terre

Un retour à la terre... Encore faut-il y avoir accès. En ville, rares sont ceux qui ont la chance de disposer d'un jardin. Il y a alors la possibilité de cultiver en bacs, sur son balcon ou sa terrasse, avec une production souvent très limitée. Il y a aussi les jardins collectifs qui rencontrent actuellement un réel engouement. Ces jardins ont des objectifs aussi multiples que leurs noms : partagés, communautaires, familiaux... Vouloir les définir relève du défi², tant chaque jardin diffère selon son organisation (parcelles individuelles et/ou collectives), son public, son quartier... Mais dans un contexte de crises écologique et sociale, ces jardins répondent à certaines des préoccupations grandissantes des citadins : lien social, biodiversité, amélioration du cadre de vie, santé, émancipation, réappropriation de la ville ou encore production alimentaire.

L'accès à la terre soulève aussi d'autres débats lorsqu'il est mis en porte-à-faux avec à une préoccupation non négligeable : l'accès au logement. « *Dans le cas de villes denses, l'idée n'est certainement pas de raser des bâtiments pour mettre des potagers à la place*, explique Annick Marchal, de l'asbl Espace Environnement. *Il faut installer des potagers dans des espaces libérés et réhabiliter les logements qui sont vides.* »

« *Il ne faut pas se leurrer, il n'y aura bientôt plus de place pour cultiver*, lancent quant à eux Anne et José des Jardins de Pomone. *Ce ne sont pas des choses qui nous attirent spécialement, mais puisqu'on perd de la surface cultivable, il faudra prévoir des immeubles où on cultive sur le toit, par*

Jardins partagés

Mis en place et gérés par des citoyens, les jardins partagés ont le vent en poupe. Annick Marchal, de l'asbl Espace Environnement, met en avant leurs apports : « *Le côté participatif est un apprentissage à la citoyenneté. Monter un projet ensemble, c'est apprendre à s'écouter, à décider ensemble... De plus, le jardin peut lever la barrière du discours et la difficulté des modes d'expression. L'accès à la terre, c'est important aussi pour que les personnes précarisées puissent produire une partie de leur alimentation, générant un gain économique autant qu'une fierté. Ça permet aussi de sortir d'un éventuel isolement. Enfin, le potager est une porte d'entrée excellente sur l'alimentation saine et durable. On peut alors échanger des recettes, faire l'apprentissage du goût, favoriser les échanges culturels autour de la nourriture.* »



75 % d'urbains

« **Le** dernier rapport des Nations Unies laisse encore revue à la hausse avec 9,6 milliards d'habitants en 2050. Si on compte 75 % de ces habitants en ville, nous serons plus de 7 milliards de citoyens. Parallèlement à cela, la surface des terres agricoles ne cesse de diminuer. (...) La convergence entre cette augmentation de la population et la diminution de la surface agricole va entraîner une diminution de facteur trois la surface agricole par habitant. Et en 2050, on estime qu'il y aura environ 1500m² disponibles par habitant. De plus, les estimations pour nos besoins de consommation en viande demanderaient que l'on multiplie cette surface agricole par deux, ce qui est contradictoire. Ce futur est interpellant et nous oblige à nous poser la question "comment nourrir l'humanité et surtout, comment allons-nous nourrir les citoyens ?". Il n'est donc pas si idiot que ça de penser à réintégrer l'agriculture en ville. D'ailleurs, lorsque l'on regarde la part de la production agricole mondiale, 30% sont déjà issus de l'agriculture urbaine. »

Professeur Haïssam Jijakli, spécialiste en agriculture urbaine, lors de la cérémonie d'ouverture de l'année académique 2013-2014 à l'Université de Gembloux Agro-Bio Tech (<http://blogs.gembloux.ulg.ac.be/agriculture-urbaine>)

exemple. Ces surfaces-là ne seront cependant jamais exploitables à un niveau maraîcher. » Ce qui nous amène à un autre enjeu en termes d'accès à la terre, celui qui concerne plus précisément les maraîchers et éleveurs dont la terre est le gagne-pain. Ces agriculteurs en ville, ou en zone périurbaine, rencontrent de vraies difficultés à accéder à la terre, tant ces terres font l'objet de spéculations et de coûts élevés.

Un réseau autour des villes

Pour répondre à ce manque de terres disponibles, il y a la voie de l'innovation, avec des projets tels que l'aquaponie (*lire article p.23*) ou des nouvelles techniques de culture hors-sol à grande échelle. Le recours à des projets technologiques est une piste, mais elle ne devrait pas écraser pour autant le combat des agriculteurs désireux de produire sur des vraies terres. C'est ce que prône l'asbl Le Début des Haricots : « Il y a des agriculteurs qui ont un projet qui tient la route, mais qui ne trouvent pas de terre, lance Sofia Barrufol. Il faut donner un accès à la terre plutôt que de bétonner ou mettre en place des projets technologiquement coûteux. »

Alors, parmi les solutions souvent évoquées, il y a l'idée de ceinture alimentaire, qui vise à mettre en réseau autour des villes tous les acteurs du circuit court : formateurs, producteurs, transformateurs, distributeurs, consommateurs... (*lire article p.18*) Annick Marchal d'Espace Environnement souligne les apports socio-économiques d'un tel projet qui permettrait « la création d'emplois avec des débouchés dans l'organisation de circuits courts, la transformation et le maraîchage. » Toutes ces initiatives demandent une réelle volonté politique. Mais aussi un engagement citoyen et éducatif.

Céline TERET

¹ lire le texte du Pr. Marc Dufrene sur <http://blogs.gembloux.ulg.ac.be/agriculture-urbaine>

² notamment « Proposition de typologie des jardins collectifs » en p.11 de l'ouvrage *Jardins collectifs urbains (voir adresses utiles pp. 28-29)*

Potagers pollués?

La pollution du sol et de l'air est souvent invoquée comme frein à la mise en œuvre d'un potager. Pour y répondre, en partie du moins, il est possible de faire analyser un terrain afin d'examiner une éventuelle concentration excessive en métaux lourds¹. Pour le reste, le souci est qu'il n'y a pas de réponse claire au sujet d'une éventuelle pollution plus importante en ville, comme l'explique Annick Marchal d'Espace Environnement. « Différentes investigations ont été et sont menées, mais c'est extrêmement complexe. Des études² analysent la qualité des sols, mais encore faut-il interpréter les résultats. Et la pollution passe-t-elle de la terre au légume, puis du légume au consommateur, en quelle quantité ? D'autant que cela varie d'un légume à l'autre, d'une personne à l'autre. Tout cela est très complexe. Ce qui est dommage c'est que parfois certaines communes refusent de mettre à la disposition des habitants leurs terrains par crainte d'être accusés d'éventuels problèmes de santé ultérieurs liés à la pollution du sol. »

S'il n'existe pas de réponse toute faite, interrogeons-nous sur ce que pourraient contenir des légumes disponibles en grand surface (en matière de pesticides surtout). Il est en tout cas bon de privilégier quelques gestes simples : nettoyer systématiquement ses légumes et éviter de cultiver des légumes dans un endroit à haut trafic automobile.

¹ voir la fiche L'analyse du sol d'écoconso : www.ecoconso.be/L-analyse-du-sol-du-jardin

² notamment en Wallonie l'étude Pollusol de la SPAQUE : www.spaque.be/0116/fr/Pollusol-1-2